

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/S/W/7  
28 octobre 2002

(02-5922)

Conseil du commerce des services  
Session extraordinaire

Original: anglais/  
espagnol

## COMMUNICATION DE LA BOLIVIE, DE LA BARBADE, DE LA COLOMBIE, DE CUBA, DE L'ÉQUATEUR, DU NICARAGUA, DU PÉROU ET DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO

### Mise en œuvre du paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services (S/L/93)

Les délégations de la Bolivie, de la Barbade, de la Colombie, de Cuba, de l'Équateur, du Nicaragua, du Pérou et de la Trinité-et-Tobago ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres du Conseil du commerce des services.

#### I. INTRODUCTION

1. Les délégations de la Bolivie, de la Barbade, de la Colombie, de Cuba, de l'Équateur, du Nicaragua, du Pérou et de la Trinité-et-Tobago soumettent aux Membres pour examen la présente proposition<sup>1</sup> en vue de mettre en œuvre les examens et l'évaluation dont sont convenus les Membres au paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services (S/L/93).

2. Le Programme de travail de Doha vise à placer les besoins et les intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés au cœur des négociations. Les examens et l'évaluation prévus au paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations font partie intégrante du principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés dont les négociations tiendront pleinement compte, comme il est prévu au paragraphe 50 de la Déclaration ministérielle de Doha. L'un des principaux impératifs et objectifs des négociations actuelles sur le commerce des services est d'assurer la participation croissante des pays en développement au commerce mondial par engagements spécifiques négociés en vue de promouvoir leur croissance économique et leur développement.

3. Conformément aux Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services adoptées le 28 mars 2001 à la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, le processus de négociation fera l'objet de divers examens avant l'achèvement des négociations. Le but de ces examens est de faire en sorte qu'à sa Session extraordinaire le Conseil du commerce des services (ci-après "le Conseil") adopte les décisions requises pour assurer la mise en

---

<sup>1</sup> La présente proposition n'est pas un texte juridique. Elle est soumise aux fins des négociations uniquement et ne préjuge pas la position de la Bolivie, de la Barbade, de la Colombie, de Cuba, de l'Équateur, du Nicaragua, du Pérou et de la Trinité-et-Tobago en ce qui concerne les questions qu'elle soulève. Ces Membres réservent leur droit de modifier ou de compléter la teneur de cette proposition ultérieurement.

œuvre effective des objectifs établis aux articles IV et XIX:2 de l'AGCS<sup>2</sup> en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés.

4. Le paragraphe 14 des Lignes directrices et procédures pour les négociations dispose que "les négociations seront ajustées en fonction des résultats de [l']évaluation [du commerce des services]" - laquelle est une activité permanente du Conseil - "en se référant aux objectifs de l'AGCS, et de l'article IV en particulier". Chaque fois que l'évaluation prescrite par l'article XIX:3 de l'AGCS sera achevée, le Conseil décidera de l'ampleur de l'ajustement à apporter aux négociations.

5. Le paragraphe 15 énonce des lignes directrices claires pour le type d'examen et l'évaluation que le Conseil devrait entreprendre pendant le processus de négociation. Il dispose ce qui suit:

"Pour assurer la mise en œuvre effective des articles IV et XIX:2, **lorsque** le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire **étudiera l'état d'avancement** des négociations, il examinera dans quelle mesure l'article IV est mis en œuvre et **suggérera des moyens** de promouvoir les objectifs qui y sont établis. Dans la mise en œuvre de l'article IV, les **besoins des petits fournisseurs de services des pays en développement** seront aussi pris en considération. Il **procédera aussi, avant l'achèvement des négociations, à une évaluation des résultats obtenus en ce qui concerne les objectifs de l'article IV.**" (pas de caractère gras dans l'original)

6. En conséquence, selon le paragraphe 15, le Conseil devrait entreprendre deux tâches différentes: premièrement, il étudiera l'état d'avancement des négociations afin d'évaluer dans quelle mesure les objectifs de l'article IV sont mis en œuvre par des engagements spécifiques négociés. Deuxièmement, il procédera, avant l'achèvement des négociations, à une évaluation des résultats obtenus en ce qui concerne les objectifs de l'article IV.

7. La mise en œuvre adéquate et effective des examens prescrits de l'état d'avancement des négociations et de l'évaluation globale avant l'achèvement des négociations est une question prioritaire pour les pays en développement. C'est par l'acquittement de ces tâches que les pays en développement peuvent s'assurer qu'il est pleinement tenu compte du traitement spécial et différencié prévu dans l'AGCS.

---

<sup>2</sup> Article IV: 1) La participation croissante des pays en développement Membres au commerce mondial sera facilitée par des engagements spécifiques négociés pris par différents Membres conformément aux Parties III et IV du présent accord et se rapportant:

- a) au renforcement de leur capacité nationale de fournir des services ainsi que de l'efficacité et de la compétitivité de ce secteur, entre autres choses, par un accès à la technologie sur une base commerciale;
- b) à l'amélioration de leur accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information; et
- c) à la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui les intéressent du point de vue des exportations.

2) Les pays développés Membres et, autant que possible, les autres Membres établiront des points de contact dans les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour faciliter l'accès des fournisseurs de services des pays en développement Membres aux renseignements, en rapport avec leurs marchés respectifs, concernant:

- a) les aspects commerciaux et techniques de la fourniture de services;
- b) l'enregistrement, la reconnaissance et l'obtention des qualifications professionnelles; et
- c) la disponibilité de technologie des services.

3) Une priorité spéciale sera accordée aux pays les moins avancés Membres dans la mise en œuvre des paragraphes 1 et 2. Il sera tenu compte en particulier des graves difficultés que les pays les moins avancés ont à accepter des engagements spécifiques négociés en raison de leur situation économique spéciale et des besoins de leur développement, de leur commerce et de leurs finances.

## II. PROPOSITION

8. Compte tenu de ce qui précède, nous proposons que le Conseil prenne les mesures ci-après pour mettre en œuvre le mandat établi au paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations concernant l'examen de l'état d'avancement des négociations en rapport avec la mise en œuvre de l'article IV:

- i) Établissement d'un mécanisme: La Session extraordinaire du Conseil du commerce des services inscrira cet examen à son ordre du jour à titre de point permanent. Les discussions sur cette question devraient débiter au plus tard un mois après la distribution des offres initiales.
- ii) Points de repère: Le Conseil établira des points de repère pour procéder d'une manière objective et systématique à des examens de l'état d'avancement des négociations en rapport avec la mise en œuvre de l'article IV. Ces points de repère comprendront, entre autres, a) un examen des offres à la lumière des objectifs de l'article IV; b) des examens de la flexibilité appropriée dont disposent les pays en développement en ce qui concerne leurs listes d'engagements au titre de l'article XIX:2 pour atteindre les objectifs de l'article IV, sur la base des offres présentées; et c) des examens de la priorité spéciale à accorder aux PMA, comme il est indiqué à l'article IV:3 et aux besoins des petits fournisseurs de services des pays en développement comme il est indiqué au paragraphe 15 des Lignes directrices.
- iii) Procédures: Le mécanisme d'examen devrait opérer sur la base des renseignements communiqués par les Membres, en fonction des points de repère susmentionnés, ainsi que de l'analyse des offres effectuées par le Secrétariat de l'OMC, la CNUCED et d'autres organismes compétents, dans l'optique de la mise en œuvre de l'article IV. À chacune des discussions consacrées à ce point de l'ordre du jour, après examen des renseignements liés aux points de repère, il sera suggéré des moyens de promouvoir les objectifs de l'article IV. La mise en œuvre de ces suggestions sera également examinée à des réunions ultérieures.
- iv) Bilan et orientations politiques: La cinquième Conférence ministérielle, qui se tiendra à Cancún (Mexique) en septembre 2003, fera le point de l'état d'avancement des négociations en rapport avec la mise en œuvre de l'article IV, sur la base des travaux et des suggestions des Sessions extraordinaires du Conseil du commerce des services, et donnera les orientations politiques nécessaires à la poursuite du processus.
- v) Évaluation: Le mécanisme suggéré dans la présente proposition pourrait également contribuer à l'évaluation globale des résultats obtenus en ce qui concerne les objectifs de l'article IV<sup>3</sup> prescrite au paragraphe 15 des Lignes directrices et devant être achevée avant la fin des négociations.

---

<sup>3</sup> Nous nous réservons le droit de présenter, en temps opportun, d'autres propositions concernant la conduite de cette évaluation.